



## Conseil économique et social

Distr. générale  
10 septembre 2024

Français  
Original : anglais

**Commission économique pour l'Afrique**  
**Commission africaine de statistique**  
Neuvième réunion  
Addis-Abeba, 30 octobre-1<sup>er</sup> novembre 2024

Point 2 de l'ordre du jour provisoire\*  
**Questions d'organisation**

### **Rapport sur la suite donnée aux principales conclusions et recommandations adoptées par la Commission africaine de statistique à sa huitième session**

#### **I. Introduction**

1. L'objectif du présent document est de faire le point sur la suite donnée aux principales conclusions et recommandations issues des rapports présentés à la huitième session de la Commission africaine de statistique par les groupes travaillant sur divers aspects du développement de la statistique. Le rapport de la session (E/ECA/STATCOM/8/2022/13) contient un tour d'horizon des problèmes programmatiques rencontrés, y compris ceux relatifs au programme statistique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et à d'autres questions statutaires. La disponibilité d'informations géographiques fiables et précises y est considérée comme l'un des principaux préalables au développement économique, car permettant de prendre des décisions éclairées en matière de développement social et économique, notamment grâce aux améliorations apportées à la cartographie des indicateurs sociaux et économiques pertinents.

2. Le thème de la huitième session, « Moderniser l'écosystème des données en Afrique pour soutenir l'intégration régionale », était opportun, car les progrès technologiques révolutionnent le domaine de la statistique dans les secteurs public et privé.

#### **II. Programme statistique de la Commission économique pour l'Afrique et questions statutaires**

##### **A. Programme de travail sur les données et les statistiques pour la période 2023-2024**

3. Les membres de la CEA ont, à des degrés divers, réalisé des progrès dans l'application de la recommandation qui leur avait été faite d'allouer des ressources nationales à la mise en œuvre d'une feuille de route visant à transformer et à

\* E/ECA/STATCOM/9/2024/1/Rev.1.



moderniser leur système statistique national. Toutefois, le rythme et l'ampleur de ces allocations ont été affectés par des facteurs tels que des priorités nationales concurrentes, des contraintes budgétaires et les effets persistants de crises multiples, notamment la pandémie de coronavirus (COVID-19). Certains membres de la CEA, dont le Tchad, ont fait des progrès en augmentant le financement national alloué aux données et aux statistiques. Le Sénégal, quant à lui, doit ses progrès à la création d'un fonds visant à accélérer le développement de la statistique.

4. La coopération Sud-Sud a permis aux pays de partager leurs expériences en matière d'utilisation de la technologie pour la réalisation des recensements. Lors de la série de recensements de 2020, le Sénégal a partagé avec la Gambie ses connaissances sur l'utilisation des outils pour tablettes mis au point et recommandés par la CEA pour la collecte de données et le suivi des taux de couverture et d'achèvement en ce qui concerne les variables critiques. Des experts en systèmes d'information géographique du Malawi ont aidé la Sierra Leone en partageant les connaissances et les expériences qu'ils avaient acquises et les leçons qu'ils avaient tirées de leur exercice de cartographie censitaire.

## **B. Renforcement des capacités statistiques en Afrique**

5. Bien que la Commission africaine de statistique ait approuvé, lors de sa huitième session, la création du Programme *Takwimu* pour les jeunes statisticiens africains – dont la CEA assure le secrétariat par l'intermédiaire du Centre africain pour la statistique – et bien qu'elle ait également approuvé la stratégie 2022-2025 du Programme (E/ECA/COE/41/12), les pays n'ont guère progressé dans l'institutionnalisation du Programme ou dans la réalisation de ses objectifs. Néanmoins, les bureaux nationaux de statistique du Burundi et du Libéria ont commencé à travailler à la création d'associations de jeunes statisticiens.

6. Les partenaires de développement ont continué à aider de diverses manières les systèmes statistiques africains à réaliser leur transformation et leur modernisation pour répondre aux besoins croissants des utilisateurs. L'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a continué à soutenir le programme de formation aux fonctions de direction en matière statistique, afin de doter les cadres supérieurs et moyens des bureaux nationaux de statistique en Afrique des compétences nécessaires pour diriger leur organisation. Ce programme de formation a été conçu pour leur permettre de relever efficacement les différents défis auxquels leur organisation est confrontée. Des statisticiens du Botswana, du Cameroun, de Madagascar, du Nigéria et du Zimbabwe ont participé à des sessions en présentiel dans leurs pays respectifs, tandis que ceux du Burkina Faso, du Burundi, de Cabo Verde, du Mali, de la Namibie, de la Tunisie et du Zimbabwe ont suivi une formation en ligne animée par un facilitateur.

7. Les partenaires, notamment le Partenariat statistique pour le développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21), ont apporté leur concours à l'innovation en matière de données dans le cadre des efforts visant à transformer et à moderniser les systèmes statistiques en Afrique. À la suite d'un déploiement réussi au Kenya, un cadre pour les écosystèmes de données participatifs a été mis au service de l'institutionnalisation des données générées par les citoyens dans les statistiques officielles. PARIS21 a également apporté un soutien bilatéral à un certain nombre de pays, aidant le Burkina Faso à élaborer des politiques, à évaluer leur mise en œuvre et à formuler des recommandations visant à améliorer l'Institut national de la statistique et de la démographie et la direction des statistiques agricoles. Il a aussi apporté son concours au Burundi pour élaborer un nouvel organigramme, déterminer la taille des effectifs et rédiger de nouveaux descriptifs de poste pour le bureau national de statistique et l'unité des statistiques agricoles. Enfin, il a aidé le Mali à mener une évaluation des

besoins en formation et à élaborer un plan de formation pour son bureau national de statistique ainsi que pour le bureau des statistiques, du suivi et de l'évaluation de son ministère de l'agriculture.

### C. Rapport régional sur les indicateurs des objectifs de développement durable

8. Les membres de la CEA ont soutenu le système statistique global en Afrique en renforçant la coordination des systèmes statistiques nationaux du continent. Ils ont également veillé à ce que l'élaboration des politiques en Afrique soit davantage fondée sur des données factuelles et soutenue par la collecte, le traitement, l'analyse et la publication de données fiables, opportunes, disponibles, de haute qualité et ventilées selon les indicateurs (voir E/ECA/STATCOM/8/2022/7). On en veut pour preuves les améliorations apportées à la disponibilité des données sur les objectifs de développement durable dans la Base de données mondiale des indicateurs de développement durable, un certain nombre de pays fournissant des données pour davantage d'indicateurs en 2024 qu'en 2022. En mars 2024, les données officielles africaines relatives à au moins un point de données étaient disponibles pour 129 à 206 des indicateurs des objectifs, selon le pays, tandis qu'elles étaient disponibles pour au moins deux points de données en ce qui concerne 110 à 175 indicateurs. Pour l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, au moins deux points de données étaient disponibles pour près de trois quarts des indicateurs ; en revanche, pour l'Érythrée, la Libye et le Soudan du Sud, des données adéquates sont disponibles pour moins de 50 % des indicateurs<sup>1</sup>.

9. Les pays qui ont présenté leurs examens nationaux volontaires et leurs examens locaux volontaires lors de la douzième réunion du forum politique de haut niveau pour le développement durable ont, dans le cadre des préparatifs de ces examens, largement appliqué une approche associant l'ensemble de la société à la réalisation des objectifs, en assurant la participation et l'engagement de toutes les parties prenantes, y compris les ministères et les services compétents, les organisations de la société civile et les partenaires au sein des villes, et ce compte tenu des liens réciproques entre les objectifs. L'Afrique du Sud, le Congo, l'Érythrée, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Kenya, la Libye, Maurice, la Mauritanie, la Namibie, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Tchad et le Zimbabwe ont présenté leur examen national volontaire en 2024.

### D. Série de recensements de 2020

10. La CEA, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni et le *Census Bureau* des États-Unis d'Amérique ont rédigé un manuel sur le recensement numérique à partir des expériences et des enseignements des pays africains qui ont participé à la série de recensements de 2020. Cette base de connaissances collective des pays africains sera utilisée comme ressource lors de la série de 2030. Des experts des membres de la CEA ont validé le manuel en septembre 2024, et le projet de document qui en résulte sera présenté à la Commission africaine de statistique pour adoption lors de sa neuvième session.

<sup>1</sup> Nations Unies, Base de données des indicateurs de développement durable. Disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/dataportal/database> (site consulté le 31 mars 2024).

11. La CEA a continué à apporter un soutien et une assistance technique aux recensements numériques en fournissant au Burundi, à la Gambie, au Ghana et à la Sierra Leone, entre autres pays, des tablettes pour la collecte de données et un tableau de bord de suivi des recensements.

12. En ce qui concerne la coordination de l'assistance technique aux pays, la CEA a collaboré avec l'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni et le FNUAP afin de constituer un comité technique du recensement qui est chargé de fournir des réponses coordonnées aux demandes d'aide des pays et dont les membres possèdent un large éventail d'expertise en matière de recensement. Le comité coordonne également les activités des partenaires qui soutiennent les recensements dans les pays africains et veille à ce que les maigres ressources disponibles soient utilisées de manière efficace et efficiente.

## **E. Enregistrement des faits d'état civil et établissement des statistiques de l'état civil, et Programme des Nations Unies relatif à l'identité juridique**

13. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Vital Strategies et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la CEA a aidé le Burundi, l'Eswatini, la Somalie et le Soudan du Sud à mettre en place des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil qui soient holistiques, résilients et dynamiques.

14. En partenariat avec l'office central de statistique du Danemark, la CEA s'est engagée avec Statistics South Africa à construire un registre de la population sud-africaine sous la forme d'une base de données intégrée incorporant des données provenant des divers ministères concernés, notamment ceux de l'intérieur, de l'éducation de base et de la santé. Les registres de la population en sont encore au stade de la conceptualisation en Afrique du Sud et n'ont pas encore fait l'objet d'un projet pilote.

15. Presque tous les pays d'Afrique ont commencé à moderniser leur système d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil. Certains pays sont plus avancés que d'autres, ayant modernisé l'ensemble du processus – de la notification à la certification – et ayant transféré les informations vers des serveurs ou le nuage pour les archiver. La CEA, qui a déjà aidé les bureaux nationaux de statistique du Malawi, de la Namibie, du Nigéria et de l'Ouganda à élaborer leurs rapports sur les statistiques de l'état civil, renforcera son assistance pour l'étendre à d'autres pays. L'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni a collaboré avec la CEA pour mettre au point, dans l'environnement logiciel R, une application pour la production de rapports sur les statistiques de l'état civil des pays.

## **F. Statistiques différenciées selon le sexe**

16. En 2023, la CEA et certains de ses partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAD), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), PARIS21, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Commission de l'Union africaine et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), ont organisé l'édition 2023 du Forum régional africain sur les statistiques du genre pour faire le point sur les progrès réalisés dans l'utilisation des statistiques genrées aux fins de la mise en œuvre des cadres de développement aux niveaux mondial, régional et national et pour diffuser les dernières avancées méthodologiques et les meilleures pratiques dans la production, la communication et l'utilisation de ces statistiques. La

déclaration adoptée lors du forum comprenait, notamment, des engagements visant à améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion de données complètes et désagrégées ; à développer des systèmes complets de statistiques genrées et des sources de données administratives, telles que les systèmes d'enregistrement civil et d'établissement des statistiques de l'état civil ; et à renforcer les mécanismes de coordination nationaux, en vue d'institutionnaliser les efforts d'amélioration de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de statistiques genrées de qualité<sup>2</sup>.

17. La CNUCED, la CEA et la Commission économique pour l'Europe ont conjointement mis en œuvre un projet sur les données et les statistiques pour des politiques commerciales plus respectueuses de l'égalité des sexes en Afrique, dans le Caucase et en Asie centrale. En Afrique, le projet a été exécuté au Cameroun, au Kenya, au Sénégal et au Zimbabwe. Dans le cadre de ce projet, les trois entités ont cherché à évaluer la disponibilité des données, à mettre au point de nouveaux indicateurs et à fournir des indications sur les politiques commerciales tenant compte de la dimension de genre en utilisant le cadre conceptuel et les lignes directrices pour la mesure des statistiques sur la dimension de genre dans le commerce élaborés par la CNUCED. L'un des principaux problèmes relevés est que les données disponibles sur le commerce transfrontalier informel dans les pays pilotes n'étaient pas complètes (voir UNCTAD/STAT/2023/2).

18. PARIS21 a lancé des études nationales approfondies sur l'utilisation de données différenciées selon le sexe dans l'élaboration des politiques au Kenya et au Rwanda, et a continué à collaborer avec les pays partenaires (y compris les nouveaux partenaires) pour intégrer le genre dans la planification statistique, avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, d'ONU-Femmes et d'autres partenaires. En 2023, il a collaboré avec la Gambie, Madagascar, le Niger, le Sénégal et la Somalie, entre autres pays, et il continuera à le faire en 2024. Outre les engagements et l'assistance technique au niveau national, PARIS21 continue de collaborer avec les commissions régionales et les partenaires pour encourager l'intégration de la dimension de genre dans ses formations régulières sur les stratégies nationales pour le développement de la statistique. Ces engagements au sein de la région en 2023 comprenaient une session spéciale lors de l'atelier régional sur les statistiques genrées co-organisé par PARIS21, la CEA, le COMESA et la BAD. Les lignes directrices en matière de genre pour les stratégies nationales de développement de la statistique ont également été présentées lors d'un atelier consacré à ces stratégies et organisé conjointement par PARIS21, l'Institut de statistique de l'Union africaine et la CEA. Tenu au Caire en mai 2023, cet atelier a réuni les points focaux pour l'Afrique de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique et les points focaux des stratégies nationales africaines pour le développement de la statistique.

## **G. Mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 (et des systèmes statistiques connexes)**

19. La BAD a fourni une assistance financière et technique opportune pour soutenir le rebasage du produit intérieur brut (PIB) au Botswana, au Burkina Faso, aux Comores, en Côte d'Ivoire, en Eswatini, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Malawi, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, au Sénégal et en Zambie. Cela a permis à certains pays qui n'avaient pris que des mesures initiales en 2022 de

<sup>2</sup> Banque africaine de développement, CEA, ONU-Femmes et Haut-Commissariat au plan du Maroc, "Accelerating progress towards Africa's Agenda 2063 and the SDGs using gender statistics : Africa Gender Statistics Forum, 7–11 November 2023" (Addis-Abeba, CEA, 2023).

commencer à adopter pleinement le Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008, tandis que d'autres pays qui ont collecté des données et produit des estimations préliminaires en 2022 ont achevé l'adoption du SCN et publié des chiffres révisés du PIB.

20. La Commission de l'Union africaine et la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat ont conjointement organisé une série de webinaires et d'ateliers pour promouvoir la mise à jour du SCN en 2022 et 2023 et pour discuter des questions techniques connexes. Afin d'accroître le soutien au renforcement des capacités en matière de Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE), la CEA a collaboré avec l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique et a encouragé ses membres à s'inscrire au cours d'introduction au cadre central du SCEE, dispensé par l'Institut sous la forme d'un apprentissage autonome en ligne. Il est prévu une formation supplémentaire sur les comptes de l'énergie et des émissions pour mesurer les questions liées au climat.

## **H. Intégration des informations géospatiales et statistiques**

21. La CEA a dirigé la mise en place de fonctionnalités informatiques pour plusieurs géoportails interactifs, se fondant sur les données du recensement de la population et des logements au Burundi. Ces géoportails ont été testés, adaptés et déployés pour diffuser les données cartographiques du recensement dans le pays. Le Burundi a reçu un soutien supplémentaire pour élaborer et mettre à jour ses lignes directrices opérationnelles pour le géocodage, créer un guide de terrain pour les applications interactives du système d'information géographique sur le Web et construire les bases de données spatiales du recensement national en intégrant les données géométriques de la phase de cartographie du recensement dans la phase d'analyse géospatiale.

22. La CEA a élaboré un cadre de dotation financière pour le financement des activités d'information géospatiale en Afrique. Le rapport sera publié à l'issue de l'examen en cours.

23. Dans le cadre d'un projet financé par Eurostat, la CEA a élaboré un document d'information sur une voie stratégique vers la modernisation des processus d'information géospatiale en Afrique. Une enquête est en cours de préparation pour compléter les chiffres du document et sera menée dans les pays africains. En outre, des recherches documentaires ont été réalisées afin d'améliorer la compréhension du sujet au sein de la CEA.

## **III. Moderniser l'écosystème des données en Afrique**

24. L'UNICEF a intégré les droits de l'enfant dans la planification statistique. La CEA a élaboré un outil stratégique intégré pour la transformation et la modernisation des statistiques officielles en Afrique, dont une section est consacrée à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transformation et la modernisation des statistiques officielles en Afrique, 2023-2030. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de France et l'Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) ont apporté leur soutien à certains États francophones membres d'AFRISTAT. La CEA a aidé le Cameroun à réviser l'indice du chiffre d'affaires et à augmenter la fréquence de sa production en facilitant le passage de l'utilisation de données d'enquêtes économiques trimestrielles à celle de données administratives mensuelles, avec un soutien financier rendu possible par une subvention d'Eurostat pour le suivi des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

25. En mars 2023, la CEA a organisé une manifestation parallèle en marge de la cinquante-quatrième session de la Commission de statistique, au cours de laquelle les participants ont discuté de la transformation et de la modernisation des statistiques en Afrique et des principales initiatives liées aux statistiques. À sa cinquante-quatrième session, la Commission de statistique a indiqué qu'elle soutenait la feuille de route pour la transformation et la modernisation des statistiques officielles en Afrique, 2023-2030, un important moyen d'aller de l'avant ; a encouragé les partenaires à soutenir la mise en œuvre de la feuille de route et à aligner leur soutien programmatique sur les priorités définies dans le document ; et a invité les États Membres d'autres régions à adapter et à utiliser la feuille de route pour aider à moderniser et à transformer leur système statistique national et à l'aligner sur le plan de développement national (voir E/2023/24-E/CN.3/2023/37).

26. PARIS21, l'Institut de statistique de l'Union africaine et la CEA ont organisé au Caire un atelier sur la conception de stratégies nationales pour le développement de la statistique. Cet atelier a permis de renforcer la capacité des participants à soutenir, dans le cadre de leur système statistique national, les programmes de développement de leur pays grâce à la mise en œuvre de stratégies nationales bien conçues, inclusives sur le plan sectoriel et répondant aux besoins des utilisateurs. Il a aussi permis de sensibiliser les participants à l'importance des stratégies nationales dans la transformation et la modernisation des systèmes statistiques nationaux afin de les rendre plus réactifs aux programmes de développement nationaux, infranationaux, sectoriels, régionaux et mondiaux.

27. PARIS21 a soutenu les lois et la gouvernance statistiques au Bénin et au Lesotho, afin de permettre à ces pays de produire des statistiques indépendantes et dignes de foi et de renforcer la confiance des citoyens. Au Bénin, l'aide s'est concentrée sur l'examen et l'élaboration des règlements d'application de la nouvelle loi sur les statistiques. Au Lesotho, il s'agissait de la révision de la loi sur les statistiques et des cadres réglementaires connexes, notamment en préconisant la modernisation des lois pour améliorer les systèmes statistiques en tirant parti de l'expertise régionale et des lignes directrices internationales<sup>3</sup>.

## **IV. Rapports sur les manifestations d'avant-session**

### **A. Forum sur le développement de la statistique en Afrique**

28. Les pays africains ont participé aux travaux de la Commission de statistique dans le cadre de divers groupes de travail sur des questions spécifiques, notamment les objectifs de développement durable, afin de mieux aligner les priorités statistiques mondiales et les avancées méthodologiques sur les priorités régionales et nationales en Afrique. Les équipes de pays des Nations Unies ont collaboré avec les bureaux nationaux de statistique de certains membres de la CEA, au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en vue de parvenir à la plus grande coopération possible pour mieux faire connaître les besoins en matière de statistiques et pour allouer efficacement les fonds afin d'éviter les doubles emplois. L'Ouganda, par exemple, a signé un accord qui fait office de cadre de coopération avec les entités des Nations Unies sur les questions relatives aux données et aux statistiques, sous la coordination du bureau du Coordonnateur résident dans le pays.

<sup>3</sup> Partenariat statistique pour le développement au XXI<sup>e</sup> siècle, « Des systèmes statistiques nationaux plus solides grâce aux partenariats : rapport d'activité 2023 de PARIS21 » (Boulogne-Billancourt, France, 2024).



## **B. La science des données et le Centre régional des Nations Unies pour les mégadonnées et la science des données en Afrique**

29. En collaboration avec la Banque d'Italie et le bureau central de statistique de Pologne, le Centre régional des Nations Unies pour les mégadonnées et la science des données en Afrique a activement soutenu les bureaux nationaux de statistique du Ghana, du Nigéria, du Rwanda, du Sénégal et de la Tunisie dans le cadre d'une initiative visant à renforcer leur capacité à utiliser les mégadonnées et la science des données en recourant au moissonnage de données sur le Web pour établir l'indice des prix à la consommation. D'une durée de quatre semaines, la formation en ligne a porté sur l'éthique, la méthodologie, le codage et la construction d'un système de moissonnage de données sur le Web. Les participants ont également suivi une semaine de formation au sein du centre de formation de l'Institut national de la statistique du Rwanda en mars 2023. Ils se sont perfectionnés en matière de codage et de moissonnage de données sur le Web, se sont familiarisés avec les défis méthodologiques et les considérations éthiques du moissonnage et ont identifié d'autres domaines dans lesquels les bureaux nationaux de statistique pourraient utiliser cette technique, notamment le tourisme et les offres d'emploi. Lors d'un séminaire en ligne sur le moissonnage de données sur le Web pour les indices des prix à la consommation, qui a été organisé par le Centre régional, des représentants du Ghana et du Nigéria ont partagé les résultats qu'ils avaient obtenus et les enseignements qu'ils avaient tirés de leur expérience.

30. Le Centre régional a organisé entre juillet et septembre 2023 une série de webinaires, dont un sur le codage automatisé de la classification des professions, destiné aux bureaux nationaux de statistique et aux jeunes statisticiens en Afrique. L'objectif de ce webinaire était de partager les résultats du travail entrepris par le *Data Science Campus* de l'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni en partenariat avec l'Agence namibienne de statistique pour classer automatiquement les codes des professions et soutenir le travail d'assurance qualité effectué par l'Agence sur les données collectées lors du recensement en Namibie.

31. Le Centre régional a accueilli le satellite officiel africain du Datathon des Nations Unies 2023 dans les locaux de l'Institut national de la statistique du Rwanda. Quatre équipes africaines y ont participé, dont trois étaient parrainées par la CEA, l'équipe du Ghana étant parrainée par le bureau de statistique du pays. Des représentants du Cameroun, des Comores, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Namibie, des Pays-Bas, de la République démocratique du Congo et de la République-Unie de Tanzanie ont participé à la compétition, encourageant la collaboration et l'innovation dans le domaine de la science des données.

32. Un webinaire sur les cas d'utilisation des données de la téléphonie mobile pour les statistiques officielles a été organisé en novembre 2023 afin de mettre en lumière le potentiel des données de la téléphonie mobile pour combler les lacunes en matière de données dans le monde entier et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Le webinaire a présenté le travail de l'équipe spéciale sur les données de la téléphonie mobile, qui a été mise en place par le Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données en statistique officielle. L'équipe spéciale comprenait des intervenants du Comité d'experts, de l'Union internationale des télécommunications, d'une société d'analyse de données basée en Estonie, de l'université de Tokyo, du bureau de statistique d'Indonésie, de la fondation *Flowminder* – spécialisée dans l'analyse des données des opérateurs de téléphonie mobile – et de l'Autorité des routes et des transports de Dubaï (Émirats arabes unis).

33. En décembre 2023, le Centre régional, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Centre mondial en



Chine, a organisé un webinaire international sur les observations de la Terre pour les statistiques agricoles. Les présentations ont couvert plusieurs aspects liés à l'observation de la Terre, à savoir : les mégadonnées et les statistiques ; les cubes de données et l'analyse des séries temporelles pour de meilleurs résultats en matière de classification ; l'utilisation de cubes de données pour surveiller les frontières agricoles au Mexique ; et l'utilisation des données pour la surveillance intégrée des ressources agricoles et des effets néfastes des catastrophes. Il y a également eu une démonstration en direct de l'utilisation de l'outil EOSTAT (*Earth Observation Data for Official Agricultural Statistics*) mis au point par la FAO pour cartographier les cultures au Sénégal. Cette démonstration était destinée aux jeunes statisticiens africains, aux directeurs généraux et à d'autres représentants des bureaux nationaux de statistique en Afrique, aux participants à la série de webinaires *StatsTalk-Africa*, aux spécialistes de la science des données et à d'autres membres de la communauté statistique.

### C. Initiatives et ressources en matière de données administratives pour l'Afrique

34. En Éthiopie, au Kenya et au Mozambique, ONU-Femmes et la CEA ont dispensé une formation sur l'amélioration de la qualité des données à l'aide de la boîte à outils pour l'évaluation de la qualité des données administratives pour les statistiques officielles, mise au point par ONU-Femmes et la Division de statistique. La Division a également organisé une initiative mondiale sur les données administratives pour les indicateurs désagrégés des objectifs de développement durable en Namibie et en République-Unie de Tanzanie. Grâce à un financement d'Eurostat, la CEA a produit un rapport exhaustif sur l'utilisation des données administratives pour les statistiques officielles en Afrique et une stratégie pour améliorer l'intégration de ces sources de données dans les processus de production de statistiques officielles, afin d'aider les États à moderniser leurs systèmes de données administratives et, ainsi, d'accroître l'utilisation de ces données à des fins statistiques.

35. En 2023, Paris21, en collaboration avec la CEA, AFRISTAT et l'INSEE, a mené un projet conjoint sur le renforcement de l'apprentissage par les pairs entre les bureaux nationaux de statistique des pays francophones d'Afrique, afin d'aider les bureaux et les experts à échanger de manière constructive des données d'expérience sur des questions communes. Un webinaire sur les avantages et les défis liés à l'utilisation des médias sociaux pour diffuser des statistiques et améliorer la culture statistique a permis aux bureaux nationaux de statistique et à d'autres experts de partager leurs expériences et les défis méthodologiques auxquels ils ont été confrontés lors de la production, de la communication et de l'utilisation de données et de statistiques. Les bureaux ont partagé leurs expériences en matière d'utilisation des médias sociaux pour publier des statistiques officielles, diffuser les produits statistiques et en faciliter l'accès, soutenir la culture statistique et renforcer le dialogue avec les utilisateurs de données. Les bureaux ont également discuté des profils requis et des types de formation nécessaires pour utiliser les médias sociaux de manière efficace et efficiente. Les besoins des bureaux nationaux de statistique dans ce domaine ont été identifiés afin que des partenariats puissent être mis en place pour apporter un soutien efficace. Les institutions partenaires, en collaboration avec les organismes nationaux des pays concernés, ont présenté des cas d'utilisation illustrant leur travail, ce qui a permis de tirer parti de leurs expériences.

#### **D. Entretiens personnels et téléphoniques assistés par ordinateur aux fins de la collecte de données pour les indices des prix à la consommation**

36. En ce qui concerne les efforts de numérisation demandés dans la feuille de route pour la transformation et la modernisation des statistiques officielles, la CEA a apporté un appui au Burkina Faso, au Cameroun, aux Comores, à l'Érythrée, au Ghana, au Lesotho, à Maurice, au Nigéria, à la République-Unie de Tanzanie, aux Seychelles et au Soudan du Sud en leur dispensant une formation en ligne et en testant leurs méthodes d'entretiens personnels et téléphoniques assistés par ordinateur afin de les aider à moderniser leurs processus de production de données et à développer leur résilience et leur capacité de réaction face aux crises. Des activités pilotes de collecte de données ont été menées avec succès au Lesotho, à Maurice, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie.

#### **E. Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des données sur les objectifs de développement durable**

37. En partenariat avec Eurostat et en collaboration avec la Division de statistique et l'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni, la CEA a facilité l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités et a apporté un soutien technique pratique aux bureaux nationaux de statistique chargés de compiler, de gérer, de communiquer et de diffuser des données sur les indicateurs des objectifs de développement durable. Le personnel des bureaux de statistique a amélioré ses compétences dans l'utilisation des outils SDMX (Échange de données et de métadonnées statistiques) pour gérer et convertir les données sur les objectifs afin d'en faciliter le téléchargement pour l'établissement de rapports grâce à Open SDG, une plateforme pour la publication de données et de statistiques relatives aux objectifs. Le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal et le Zimbabwe sont les pays pilotes qui lanceront des tableaux de bord nationaux afin d'accroître la visibilité, la disponibilité et l'accessibilité de leurs données sur les objectifs, ventilées selon différentes sous-catégories.

38. La BAD a organisé une série de sessions de formation sur les outils SDMX, en mettant l'accent sur l'envoi de données dans l'indice harmonisé des prix à la consommation. Des experts d'Éthiopie, de Gambie, du Kenya, du Libéria, du Malawi, d'Ouganda, de Somalie et du Soudan du Sud ont participé à ces sessions. En outre, la Banque a formé des fonctionnaires du Burkina Faso, du Mali, du Mozambique, du Niger, de la Sierra Leone, de la Zambie et du Zimbabwe à l'utilisation des outils SDMX pour envoyer des données relatives aux objectifs.

#### **F. Tableaux des ressources et des emplois et commerce en valeur ajoutée**

39. En collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la CEA a développé les capacités statistiques des pays d'Afrique afin de permettre l'intégration de leurs données dans les bases de données sur le commerce en valeur ajoutée. L'objectif de cet effort était de promouvoir la collecte de données provenant d'autres pays africains et leur incorporation dans les indicateurs relatifs au commerce en valeur ajoutée aux niveaux régional et mondial en facilitant le partage des enseignements tirés de l'expérience, en renforçant la capacité des pays à utiliser et à interpréter les indicateurs de l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée afin de faciliter les concertations sur les politiques liées aux chaînes de valeur régionales et mondiales, et

en présentant l'initiative en cours de la CEA visant à créer un tableau continental africain des entrées-sorties. Le nombre de membres de la CEA disposant de bases de données sur le commerce en valeur ajoutée et les chaînes de valeur mondiales est passé de trois (Afrique du Sud, Maroc et Tunisie) en 2022 à huit (avec l'ajout du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Nigéria et du Sénégal) en 2023. La CEA et ses partenaires ont organisé au siège de l'OMC un cours thématique sur les statistiques du commerce en valeur ajoutée et les chaînes de valeur mondiales.

40. La CEA a organisé le premier séminaire régional consacré à l'initiative sur le tableau continental africain des entrées-sorties et les indicateurs du commerce en valeur ajoutée. Les objectifs du séminaire étaient les suivants : renforcer les relations avec les États inclus dans le modèle de l'initiative et développer leur capacité à améliorer la qualité et la disponibilité des intrants requis ; mettre au point des solutions régionales aux défis du moment ; et définir une stratégie à long terme pour l'amélioration du modèle. Une assistance technique supplémentaire a été apportée au Bénin, au Ghana et au Kenya, où les producteurs de données concernés se sont engagés à intégrer les données de leurs pays respectifs dans le modèle.

41. Grâce aux plateformes disponibles, notamment la plateforme *StatsTalk-Africa* de la CEA, les bureaux nationaux de statistique des membres de la CEA ont été encouragés à accroître l'utilisation et la réutilisation des données par les décideurs afin d'augmenter la visibilité de leurs outils analytiques parmi les chercheurs et les analystes des politiques.

## **V. Formation des responsables statistiques afin de contribuer à la modernisation et à la transformation des statistiques officielles**

42. En partenariat avec l'*Office for National Statistics* du Royaume-Uni, la CEA a organisé un programme de formation aux fonctions de direction afin de donner aux cadres supérieurs et moyens des bureaux nationaux de statistique des États africains les compétences dont ils ont besoin pour devenir des dirigeants plus transformateurs au fur et à mesure qu'ils modernisent leur institution. Le programme de formation peut être suivi en ligne ou en présentiel.

43. Mettant un accent particulier sur l'égalité des sexes, la CEA a organisé au Botswana, en janvier 2024, une formation à l'intention des femmes occupant des postes de direction dans le domaine de la statistique. Les modules d'apprentissage en ligne ont été conçus pour atteindre le plus grand nombre de participantes possible, notamment les jeunes statisticiennes africaines. Ils ont été présentés en anglais et en français afin d'assurer une meilleure participation. Le programme a été conçu pour permettre aux participantes : d'affiner leurs compétences en matière de direction d'un service statistique ; de nouer des relations efficaces avec les membres de l'équipe, les supérieurs hiérarchiques et les collègues ; de développer des compétences en matière de direction, telles que la communication, la prise de décision, la gestion du changement et la résolution de problèmes ; et d'appliquer leurs connaissances dans le cadre d'études de cas et de projets. L'objectif était de développer les compétences nécessaires pour diriger et améliorer des systèmes statistiques grâce à la transformation et à la modernisation des bureaux nationaux de statistique.

44. PARIS21, l'Institut de statistique de l'Union africaine, la CEA et l'Institut national de la statistique du Rwanda ont conjointement organisé une formation aux fonctions de direction à l'intention des directeurs généraux de 21 bureaux nationaux

de statistique en Afrique. Conformément à la volonté des membres de la CEA de promouvoir ce type de formation, 21 chefs de bureaux nationaux de statistique y ont participé, représentant les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Eswatini, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie et Zambie. La formation a été dispensée en deux groupes parallèles : l'un en anglais et l'autre en français.

## **VI. Programmes de renforcement des capacités statistiques des entités partenaires**

45. Au niveau régional, la CEA a créé un espace de ressources de référence sur le site Web du Programme africain pour l'amélioration accélérée des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil, afin de faciliter l'accès aux documents sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil, y compris les lignes directrices, les manuels, les travaux de recherche, les documents de sensibilisation, les supports de communication et les liens vers les sites Web des membres de la CEA consacrés à l'enregistrement des faits d'état civil et aux statistiques de l'état civil. En ce qui concerne les activités liées à l'établissement d'un programme d'études pour les professionnels travaillant dans les systèmes d'enregistrement de l'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil, des discussions visant à améliorer la qualité des données générées par ces systèmes ont été entamées avec des institutions universitaires et des directeurs généraux de l'état civil, notamment en Afrique du Sud, mais en sont encore au stade de la conceptualisation.

46. Sachant le rôle essentiel des centres de formation statistique dans le renforcement des capacités des futurs responsables des systèmes statistiques en Afrique, la CEA a renforcé ses partenariats avec ces centres à Dar es Salaam (République-Unie de Tanzanie), à Dakar, à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Yaoundé. Pour soutenir les centres, la CEA a assuré la formation des formateurs, en partenariat avec la FAO, dans le cadre de la Stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles et rurales.

47. Les partenariats solides que la CEA a noués avec les centres de formation statistique de pays tels que la Côte d'Ivoire, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal ont permis à 48 personnes (dont 10 femmes) des bureaux nationaux de statistiques et des ministères de tutelle de l'agriculture de 24 membres de la CEA de recevoir des bourses pour suivre des cours de maîtrise en statistiques agricoles. Ont ainsi obtenu leur diplôme 24 étudiants du centre de formation statistique d'Afrique de l'Est en novembre 2023, 12 étudiants de l'École nationale supérieure de statistique appliquée et d'économie de Côte d'Ivoire en décembre 2023 et 12 étudiants de l'École nationale de la statistique et de l'analyse économique du Sénégal en janvier 2024. Tous les diplômés, sauf un, sont retournés au service de leurs systèmes statistiques nationaux respectifs, contribuant notamment au transfert de connaissances entre pairs par le biais de la formation des formateurs.

48. Les institutions panafricaines se sont réunies dans le cadre du Comité africain de coordination statistique pour élaborer des stratégies sur les mécanismes permettant de renforcer la collaboration entre les institutions régionales et sous-régionales et sur la coordination des programmes statistiques afin de maintenir l'appui statistique aux pays africains et d'en améliorer l'efficacité.

49. Lors de cette réunion, les institutions ont formulé un certain nombre de recommandations, dont les plus importantes sont les suivantes : organiser des réunions annuelles du Comité en présentiel en marge d'événements majeurs afin de maximiser

la participation tout en réduisant les coûts ; rendre opérationnels les groupes thématiques stratégiques restants de la deuxième stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique, tout en créant des synergies avec les autres groupes thématiques stratégiques et les groupes de travail techniques régionaux des communautés économiques régionales ; inviter les centres de formation statistique à désigner un représentant au Comité de coordination ; demander instamment à la CEA de proposer une stratégie de communication pour améliorer la collaboration entre les institutions panafricaines, en vue de rendre le Comité de coordination plus efficace ; et examiner la question de savoir si l'*Annuaire statistique africain* pourrait servir de fondement à une base de données unique à l'échelle du continent.

50. Soucieuse d'améliorer la réactivité des systèmes statistiques africains face à l'évolution du programme de développement dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique, la BAD a soutenu des programmes de renforcement des capacités statistiques et a continué à fournir une assistance technique à ses bureaux sous-régionaux, aux membres de la CEA, aux communautés économiques régionales et aux centres de formation statistique. Par exemple, elle a mené en novembre et décembre 2022 une enquête sur la méthode utilisée par les membres participants de la CEA pour mettre à jour le panier de biens et services inclus dans l'indice harmonisé des prix à la consommation et les points de vente où les prix ont été relevés.

51. Dans le cadre de ses efforts pour encourager les membres de la CEA à intégrer la collecte de données au titre du Programme de comparaison internationale dans leurs méthodes nationales habituelles de collecte de données pour l'indice des prix à la consommation, assurant ainsi la durabilité dudit Programme dans la région, la Banque a organisé en janvier 2023 un atelier régional sur l'édition et la validation des données pour le Programme. L'atelier s'est tenu peu après la grande période de collecte des données pour le Programme, soit de juillet à décembre 2022. Des représentants des membres de la CEA, des communautés économiques régionales et des centres de formation statistique ont été formés aux outils et aux techniques de formation à la validation des données pour le Programme. Une assistance technique supplémentaire a été fournie aux pays suivants : Burkina Faso, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mauritanie, Mozambique, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Togo.

## VII. Préparation de la cinquante-quatrième session de la Commission de statistique

52. Comme indiqué dans le rapport sur sa cinquante-quatrième session (voir E/2023/24-E/CN.3/2023/37), la Commission de statistique a accueilli favorablement le rapport exhaustif de la CEA et a félicité la région pour les progrès réalisés en matière de développement statistique en Afrique en vue de la transformation et de la modernisation des systèmes statistiques nationaux ; s'est félicitée des avancées méthodologiques et des documents d'orientation dans la région ; a apporté son soutien à la feuille de route pour la transformation et la modernisation des statistiques officielles en Afrique (2023-2030), qualifiée d'avancée majeure, et a pris note avec satisfaction des travaux que le Groupe africain du Conseil économique et social a déjà entrepris dans ce domaine ; a encouragé les partenaires à soutenir la mise en œuvre de la feuille de route et à aligner leur soutien programmatique sur les priorités définies dans le document ; a salué les collaborations entre la CEA et d'autres commissions régionales afin de partager des connaissances substantielles ainsi que des compétences technologiques pour renforcer les systèmes statistiques nationaux ; et a encouragé les

États Membres d'autres régions à adapter et à utiliser la feuille de route pour aider à moderniser et à transformer leur système statistique national et à l'aligner sur le plan de développement national.

## **VIII. Points appelant une décision de la part de la Commission africaine de statistique**

53. La Commission africaine de statistique est invitée à :

a) Prendre note de la suite donnée aux conclusions et recommandations adoptées lors de sa huitième session, tenue en 2022 ;

b) Se prononcer sur la mesure dans laquelle ces recommandations ont éclairé les plans et les programmes des systèmes statistiques nationaux et ont contribué à assurer la pérennité de leur financement.

---